

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL CEPE du Bois de la Serre**

330 rue du Mourelet  
Z.I de Courtine  
84000 Avignon

Références : UID11/66-C3-2024-041  
Code AIOT : 0006606442

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juillet 2023 dans l'établissement de la société SARL CEPE du Bois de la Serre implanté Lieu dit Bois de la Serre à Lacombe (11310). L'inspection a été annoncée le 3 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL CEPE du Bois de la Serre
- Lieu dit Bois de la Serre 11310 Lacombe
- Code AIOT : 0006606442
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 11 aérogénérateurs d'une puissance totale de 22 MW) mis en service en 2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite de 2018,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
15	Balisage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet
17	Espaces naturels combustibles	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet
19	Autorisation défrichement	Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2	Sans objet
20	Autorisation défrichement	Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2	Sans objet
21	Autorisation défrichement	Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2	Sans objet
22	Règlement REACH	Règlement européen du 19/12/2010, article 31	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	Sans objet
14	Documentation aéronautique	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet
16	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
18	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc est exploité de façon fonctionnelle..

Toutefois, l'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, mais qui ne sont pas de nature en engendrer des risques graves, notamment concernant la gestion des déchets et les mesures relatives au défrichement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison, sur le site internet OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li> <li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li> <li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li> <li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul>

Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2017, 2018 et 2019.  Le suivi environnemental de 2017 a conduit à la mise en place d'un bridage " Chiroptères ". Ce bridage a été renforcé suite au suivi de 2018. Les critères de la dernière version du bridage sont les suivants :  - Du 1er mai au 31 octobre : o Vitesse de vent < 5.5 m/s, o Pour des températures supérieures à 12°C, o Du coucher du soleil au lever du soleil.  Le rapport du complément de suivi environnemental de 2019 conclut que ce bridage est efficace et adapté et que son niveau d'impact qualitatif est qualifié de faible.  Ce bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.  Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2020 conclut que l'impact est faible.  Le parc ayant été mis en service en 2016, il est rappelé qu'un suivi environnemental doit être réalisé en 2026 au plus tard.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de suivi de 2019 ne mentionne pas explicitement le respect du protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées.  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs du respect de ce protocole.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement, en date du 17 février 2023, des données des rapports de suivi environnemental de 2017, 2018 et 2019 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, les éoliennes B2, B5, B7 et B10 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à

clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneaux et signalétique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par son numéro OREOL sur le mât.</p> <p>Les différents panneaux et signalétiques des éoliennes B2, B5, B7 et B10 et du poste de livraison étaient présents.</p> <p>Toutefois, certains panneaux étaient difficilement lisibles car recouverts par de la mousse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation et exercices
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les attestations de formation de son personnel de 2022. Ces formations sont faites annuellement. Toutefois, l'exploitant doit transmettre les attestations de formations pour le personnel du maintenancier (SGRE).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit prévoir un exercice si possible avec le SDIS.</p>

Enfin, le registre est en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'intérieur des aérogénérateurs B2, B5, B7 et B10 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Le registre est réalisé via deux programmes informatiques :  - Dailytracker qui permet de suivre toutes les interventions sur le parc, notamment les opérations de maintenance, - GMAO qui permet de suivre les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  Pour la gestion des déchets, l'exploitant a mis en place une seule Eolbox (container pour le stockage des déchets) équipée d'une puce de géolocalisation.



Par ailleurs, certains bordereaux de suivi de déchet (BSD) issus de trackdechets (application de dématérialisation des BSD) mentionnaient une « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur. Dans ce cas, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. En l'absence de cette autorisation, l'exploitant doit pouvoir justifier de l'élimination finale du déchet. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs soit de l'autorisation de rupture de traçabilité soit de l'élimination finale de ses déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 12 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un rapport de contrôle de moins d'un an pour les extincteurs des éoliennes et des postes de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle acoustique de 2016 met en évidence le respect des valeurs limites pour le parc de Bois de la Serre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Documentation aéronautique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> Le parc est inscrit sur la documentation aéronautique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un courrier de la DGAC du 24 février 2016 confirmant l'inscription du parc sur la documentation aéronautique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Balisage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage diurne et nocturne des éoliennes est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la conformité du balisage diurne et nocturne à la réglementation en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 16 : Biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, de réduction définies par le pétitionnaire dans le dossier de demande de permis de construire (étude d'impact complétée), la mise en place du projet est en particulier subordonnée à : <ul style="list-style-type: none"><li>- La production sous un mois après la notification de l'autorisation de permis de construire, d'un ou des protocole(s) de suivi de mortalité de l'avifaune nicheuse et migratrice et des populations de chiroptères après l'installation des éoliennes, sur une période de 3 à 5 ans.</li><li>- En cas d'impact avéré sur les chiroptères, il convient de mettre en place un système permettant de piloter l'arrêt des pales lorsque les chauves-souris sont le plus actives. Les éventuelles nouvelles mesures de réduction envisagées devront être accompagnées d'un suivi reconduit.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Un protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées a été établi en 2015 et mis en jour en 2018. Ce protocole est postérieur à la mise en service du parc. Cette disposition n'est donc plus pertinente.  Concernant les chiroptères, une régulation par bridage est en place depuis la mise en service du

parc qui a été modifié au regard des conclusions des différents suivis environnementaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Espaces naturels combustibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Considérant que l'aire d'implantation du projet se situe au sein d'espaces naturels combustibles, les ouvrages et leur construction devront respecter la réglementation relative à l'emploi du feu (arrêté préfectoral n°2005-11-0359 du 3 mars 2005 concernant l'emploi du feu), et au débroussaillage ainsi qu'au maintien en état débroussaillé des constructions et équipements (l'arrêté n°20110886-0005 du 31 mars 2011 relatif au débroussaillage et autres dispositions réglementaires applicables aux transporteurs ou distributeurs d'énergie électrique, aux propriétaires ou concessionnaires des voies ouvertes à la circulation publique et d'infrastructures ferroviaires).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise un débroussaillage chaque année. En 2023, il a été réalisé en juillet.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas pu fournir de justificatif concernant le débroussaillage mentionnant le respect de la réglementation en vigueur.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté qu'un débroussaillage avait bien été réalisé mais sans pouvoir vérifier le respect des distances.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs du débroussaillage au service de l'Inspection.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit mieux formaliser les documents relatifs à cette mesure : cahier des charges mentionnant les modalités du débroussaillage et rapport du sous-traitant justifiant du respect de ces modalités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 18 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté</p>

ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 31 janvier 2024.  L'exploitant doit transmettre la nouvelle attestation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Autorisation défrichement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures compensatoires
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation d'un reboisement compensateur de surface équivalente à celle qui aura été défrichée spécifiquement pour l'aménagement du parc éolien, soit 7,88 ha, si possible dans les forêts communales concernées. A défaut, si le demandeur ne souhaite pas réaliser par lui-même ces travaux de boisement ou reboisement, le versement à l'Etat d'une indemnité équivalente en vue de l'achat par l'Etat de terrains boisés ou à boiser (article L 311-4 du code forestier). Cette indemnité sera de 4 200 €/ha (coût boisement PDRH Languedoc-Roussillon), soit 33 096 €. L'ensemble des modalités d'implantation du reboisement compensateur (parcelles, essences, travaux d'implantation et d'entretien, délai), sera consigné dans un engagement formel du demandeur, validé par la DDTM, avant tout commencement des travaux de défrichement. De même, si l'option versement d'une indemnité est choisie, le demandeur s'acquittera de cette indemnité préalablement au commencement du chantier de défrichement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la réalisation de cette mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 20 : Autorisation défrichement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures compensatoires
<b>Prescription contrôlée :</b> Signature d'une concession d'occupation de terrain et d'une concession de passage, entre les communes de SAINT-DENIS, FONTIERS et LACOMBE, propriétaires des terrains et la Société EOLES, avec le concours de l'ONF. Cette concession prévoira le démontage des équipements et la remise en état du site, ainsi que les mesures de reconstitution de l'état boisé à l'extinction des différentes phases de fonctionnement de la centrale,
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les deux concessions signées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 21 : Autorisation défrichement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures compensatoires
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remboursement de la moitié de la valeur des bois résineux concernés par le défrichement et de la perte de leur valeur d'avenir, calculée sur les 0,83 ha situés dans les reboisements sous contrat FFN, situés dans les parcelles cadastrées A 83, 85, 86, 87. Ce versement sera perçu par la direction des finances publiques sur demande de la DDTM, comme le prévoit le contrat des prêt en travaux de reboisement n°3803, pour contribuer au remboursement de la créance due par la commune de SAINT-DENIS. La valeur des bois sera déterminée par les services de l'Office National des Forêts.
<b>Constats :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif de la réalisation de cette mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 22 : Règlement REACH

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2010, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II  [...]  5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.  [...]
<b>Constats :</b>  Certaines fiches de données sécurité (FDS), par exemple la FDS YACHTCARE – BOAT WAX datant de 2012, ne sont pas au bon format (annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006) et visent l'ancienne codification pour les phrases de risques.  Il est à noter que l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 a été modifiée par le Règlement (UE) 2020/878 de la Commission du 18 juin 2020.  L'exploitant doit récupérer, auprès de ces fournisseurs, les dernières versions des fiches de données de sécurité des produits utilisés.  Les FDS fournies par l'exploitant ne sont pas toutes en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites